



Numéro 3 – 12 novembre 2024

Convergeons pour la Sécurité sociale !

L'issue des débats parlementaires sur le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2025 reste incertaine car le gouvernement fait tout pour corseter le débat et arriver à ses fins : réduire les dépenses de la Sécurité Sociale et favoriser les complémentaires privées, et cela avec la complicité du Rassemblement National.

Mais, grâce au travail des députés du NFP, la démonstration a été faite que d'autres constructions budgétaires sont possibles. La partie recettes du PLFSS a été approuvée le lundi 4 novembre à l'assemblée nationale avec 13 milliards supplémentaires : augmentation de la CSG sur les revenus du capital, des dividendes soumis à cotisation ... Et cela, malgré le rejet par une coalition de droite et du RN de l'article 6, un article qui timidement, trop timidement, s'attaquait aux exonérations sociales : c'était encore trop pour les soutiens des capitalistes.

Le texte initial du gouvernement va revenir, avec tout ce qu'il comporte de toxique pour notre société, des hôpitaux au pain sec, de nouvelles dépenses à prévoir pour les familles avec des mesures comme l'augmentation du ticket modérateur des consultations médicales. Il s'agit là, non seulement de faire des économies, mais aussi de réduire le rôle de la Sécurité Sociale pour que la population oublie cette magnifique institution mise en place à la libération par le ministre communiste Ambroise Croizat. La Sécurité Sociale est en danger ! Alors qu'il nous faudrait la développer.

La mobilisation est plus que jamais de rigueur : la **pétition contre les restes à charge** est toujours d'actualité, jusqu'à la fin du débat parlementaire, un bon outil pour aller échanger avec la population pour qui l'accès aux soins devient la première priorité.

Convergence organise le **samedi 1er février 2025 un moment fort de débat et de mobilisation pour la Sécurité sociale** de 10 à 17 heures, salle des Fêtes, mairie de Montreuil avec deux débats : le matin « Pour la santé, engageons la bataille pour le 100% Sécu » et l'après midi

« Pour un financement Sécu à la hauteur des besoins de retraite et d'autonomie ». Retenez la date, faites connaître dès maintenant votre participation (mail à convergencesantesecu@gmail.com), faites part de vos contributions et d'intervenants éventuels, afin de créer les conditions d'un débat constructif pouvant aboutir à des expressions et des initiatives communes pour élargir la mobilisation.

La vie de la pétition

La pétition a été signée lors des manifestations du 1^{er} octobre.

De nombreuses initiatives associent la signature de la pétition avec toujours des échanges intéressants : Sarlat, Marmande, Granville, Lure, Ruffec, Luçon, Nice ... A Dole 200 signatures ont été recueillies au marché le 2 novembre.



Vive la Sécu !

Depuis 1945, année de création de la Sécurité sociale en France, tous les travailleurs, leurs enfants, leurs conjoint.es, leurs ascendants ont bénéficié d'un soutien sans faille pour faire face aux accidents de la vie et aux besoins croissants de prises en charge aussi bien en termes de santé, de handicap, de perte d'autonomie, de retraite que d'éducation.

Pour toutes et tous, la Sécurité sociale était la garantie de ne plus sombrer dans la misère et la maladie, sans distinction d'âge, de revenu ou de nationalité.

Pourtant, dès sa création, la Sécurité sociale a été attaquée par les milieux financiers, patronaux et de nombreux gouvernements aux motifs qu'elle rendait les assuré.es oisifs, assisté.es et profiteurs. D'où les rabotages effectués, années après années, des prestations concernant la

santé, le chômage, les retraites... Et aussi, l'augmentation des restes à charge sur les médicaments et les consultations pour soi-disant responsabiliser les patients en leur imposant des renoncements aux soins.

Le but affiché chaque année dans le PLFSS est de « combler le trou de la Sécu. ». En réalité, il n'en est rien : le but réel est de réduire la Sécurité sociale à une assurance sociale pour les plus démunis et de favoriser le développement des assurances privées auprès des plus aisés. Ainsi, avec la disparition des cotisations sociales, le « coût du travail » en serait fortement réduit pour le patronat sans pour autant augmenter les salaires. En réduisant le budget et donc les prestations effectuées par la Sécurité sociale, c'est le niveau de vie de l'ensemble de la population qui en serait affecté !

Si cela devait arriver, c'est la solidarité et le « vivre ensemble » qui en serait gravement atteints.

L'objectif d'instaurer le 100 % Sécu est pleinement actuel : il s'intègre dans notre volonté d'avoir une société qui se mobilise contre les inégalités et pour plus de justice et de solidarité !

Des débats sur la Sécu s'annoncent !



RÉUNION PUBLIQUE
Mercredi 20 novembre
18 h 30
Salle de Nevers
à Charleville-Mézières



La Sécurité Sociale en danger
avec Victor DUCHESNE
Docteur en économie,
spécialiste de la protection sociale

Financement de la Sécurité Sociale

Le Dossier de presse du PLFSS précise que la Sécurité sociale **« contribue au redressement des finances publiques...ramener le déficit public sous le seuil des 3% en 2029 »**. C'est l'opposé de la Sécurité sociale que la transformer en variable d'ajustements des déficits budgétaires.

Le PLFSS multiplie les mesures pour faire 10 milliards d'économies, voire davantage, au détriment de la population : accès aux soins, revalorisation des pensions, politique familiale...

Pourtant le PLFSS constate : « le volume des allègements (exonérations) de cotisations sociales a beaucoup augmenté entre 2022 et 2024 pour atteindre près de 80 Md€ en 2023, soit 20 Md€ de plus qu'en 2021... ».

Le PLFSS prévoyait de réduire les exonérations de 4 milliards. Ce n'est pas négligeable: plus de 1,5 points d'ONDAM, ou la revalorisation des pensions au 1er janvier.

Depuis macronistes, LR, avec le RN, reviennent en arrière. Pour compenser ils veulent des jours de carence, de travail gratuit,...

Et ça s'accélère: le ministre de l'économie Antoine Armand reprend la thèse Bardella devenue également celle de LR, de Macron: **« réduire la différence entre le coût pour l'entreprise et ce que touchent les salariés »**, En clair achever la Sécurité sociale (Les Echos, 4 / 11).

Il y a d'autres propositions immédiatement applicables pour redresser la Sécurité sociale, ses différentes branches:

- ▶ Les 20 milliards d'effets d'aubaine, reconnus comme tels par le PLFSS, doivent retourner à la Sécurité sociale
- ▶ La dette sociale fait partie de la dette de la France. Si on la fait rouler comme le reste de la dette de la France, on dégage plus de 15 milliards par an

Il y a aussi l'aspect économique

La politique Macron – Barnier – FN ...va créer une récession.

Les propositions ci-dessus, nécessaires d'un point de vue social, vont au contraire relancer l'économie.

Au 11 novembre, 5128 signatures de la pétition sur internet

<https://www.leslignesbougent.org/petitions/en-finir-avec-les-restes-a-charge-pour-les-malades-17430/>

A ce jour, 4588 signatures papier ont été récupérées.

Beaucoup d'autres formulaires circulent encore dans la population

Pour la centralisation des pétitions et faire connaître vos initiatives :

Adresse postale : Convergence SP – 63 rue du Général Sarrail 94000 Créteil

Mail : convergencesantesecu@gmail.com

Maquette papier [sur le site de Convergence](#)